

BRÉSIL

L'État de São Paulo doit réformer son système pénitentiaire en attaquant le mal à la racine

Index AI : AMR 19/008/01

« Des réformes à long terme de l'appareil judiciaire et des établissements pénitentiaires doivent être engagées de toute urgence dans l'État de São Paulo, pour que le système carcéral puisse surmonter la crise révélée au grand jour par la récente mutinerie, qui a fait au moins 16 morts parmi les détenus », a déclaré ce jour (mardi 20 février 2001) Amnesty International.

« Si les autorités se contentent de prendre des mesures à court terme à la suite de cette révolte de prisonniers sans précédent, elles n'empêcheront pas la répétition de tels événements. L'adoption de solutions hâtives et de palliatifs pourrait même déboucher sur une aggravation de cette crise aiguë », a ajouté l'organisation de défense des droits humains.

Jusqu'ici, les autorités n'ont jamais consacré au système carcéral les investissements

nécessaires pour qu'il puisse faire face à l'augmentation constante du nombre de détenus. La surpopulation inhumaine, les mauvais traitements et le manque de personnel qui caractérisent les établissements pénitentiaires, où les gardiens sont mal formés et sous-payés, ont créé un vide dans nombre de ces institutions, qui est parfois comblé par des fonctionnaires corrompus et des prisonniers.

Le *Primerio Comando da Capital* (PCC, Premier commandement de la capitale), une organisation criminelle composée de détenus accusée d'avoir provoqué la rébellion de ce week-end, est elle-même un produit de la faillite du système. Les mesures prises pour remédier à la situation ne doivent pas uniquement viser les organisations criminelles de ce type, mais apporter une réponse à la démission de longue date des autorités qui a conduit à cette crise.

Amnesty International est consciente des efforts déployés en vue d'améliorer le système carcéral de l'État de São Paulo par Nagashi Furukawa, qui a été récemment

nommé au poste de secrétaire d'État chargé de l'administration pénitentiaire. Il n'en reste pas moins que des réformes approfondies et efficaces ne pourront être menées à bien sans le soutien de l'ensemble des autorités, tant au niveau fédéral qu'à celui de l'État.

« Il est temps que tous les responsables compétents revoient de fond en comble le système pénitentiaire de l'État de São Paulo, qui pourrait alors servir de modèle aux autres États du Brésil », a souligné Amnesty International.

Les défenseurs des droits humains et les personnalités politiques qui sont intervenus dans les négociations entre détenus et autorités lors de ces troubles ont joué un rôle crucial, dans la mesure où ils ont permis d'éviter des affrontements violents. Il est essentiel que ces personnes et les organisations dont elles font partie, notamment la *Comissão Pastoral Carcerária* (Commission pastorale

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44

des prisons) qui dépend de l'Église catholique, demeurent impliquées dans le processus engagé en vue d'apporter une solution à la crise actuelle, tant dans l'immédiat que sur le long terme.

Rappel des faits

La mutinerie a débuté à la prison de Carandiru dimanche 18 février 2001 au cours des heures de visite, avant de faire tache d'huile et de déboucher sur des actions de protestation coordonnées de la part des détenus dans plus de 25 prisons de l'État de São Paulo. Des milliers de personnes venues rendre visite à des proches incarcérés ont alors été retenues en otages. La rébellion à pris fin le 19 février, au terme de longues négociations. Au moins 16 prisonniers ont été tués au cours de ces troubles, apparemment par d'autres détenus dans la majorité des cas. _

20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>